

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION AU PACTE MONDIAL

LES BONNES PRATIQUES DE F.INICIATIVAS



François Le Jeune, Gérant de F.Iniciativas, est heureux de renouveler son engagement envers les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption, depuis sa première adhésion en 2008. Nous exprimons la volonté de faire progresser ces principes dans notre domaine d'influence et nous nous engageons à les intégrer dans la stratégie de notre entreprise, sa culture commerciale et ses modes opératoires.

Persuadé que le développement économique de notre société ne peut se faire qu'à travers un développement durable, les préoccupations sociales, sociétales et environnementales sont intégrées au quotidien dans nos activités. Nous nous engageons également à faire une déclaration claire et publique sur ce sujet et à en informer nos collaborateurs, nos partenaires commerciaux et nos clients. Dans notre logique de responsabilité et de transparence, nous rendons publics les résultats de nos actions en faveur de la bonne application des dix principes du Pacte Mondial.

Droits de l'Homme

Depuis 2009, F.Iniciativas a mis en place une politique de promotion de la diversité dans le recrutement, sans aucune considération de genre, d'origine ou de confession ; nous favorisons notamment l'embauche de jeunes (âgés de moins de 26 ans) afin d'encourager leur insertion dans le marché du travail.

Nous poursuivons également les politiques d'intégration et de suivi du personnel, ce dès l'arrivée dans l'entreprise : présentation du personnel, mise en place de tutorat pilotés par nos consultants experts, remise d'un livret d'accueil qui inclue le règlement intérieur et la charte environnementale. Sont aussi mis en place des entretiens individuels hebdomadaires de suivi, dans l'optique de fournir la meilleure formation à chacun.

Nous accompagnons nos collaborateurs dans la découverte et l'assimilation sur les thématiques suivantes :

- ⇒ Fiscales
- ⇒ Comptables
- ⇒ Juridiques
- ⇒ Techniques

Les actions d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques ont été mis en œuvre par notre propre entreprise avec l'aide d'un prestataire, le cabinet Escaffre.

Résumé des résultats sur la saison 2011-2012 :

- A ce jour, dix-sept contrats de professionnalisation ont été signés
- 83 personnes ont été recrutées dans toute la France, dont 23 ont moins de 26 ans
- 29 cas de mobilité professionnelle : nomination de consultants experts, nominations de commerciaux seniors, création d'un pôle support et développement ainsi que deux cas de mobilité géographique

Conditions de travail

Nous avons entamé cette année la démarche de certification ISO 9001 relative à la gestion de la qualité managériale en entreprise. Les quatre grands domaines d'exigences, responsabilité de la direction, exigence de processus et de système de qualité ainsi qu'une amélioration continue, sont à même de valider les processus que nous avons déjà mis en place. Nous nous sommes basés sur une grande étude réalisée en 2012 par les Ressources

Humaines qui clarifie la place de chacun dans l'organigramme et son rôle précis dans l'entreprise. Ce référentiel métier couplé au système de formation permet de constituer une base organisationnelle solide qui garantit de meilleures conditions de travail, avec des ressources gérées sur le long terme.

Cette étude a été réalisée comme suit :

- ⇒ Réalisation d'un questionnaire général auprès des salariés pour la description personnelle des rôles de chacun
- ⇒ Tenue d'une série d'entretien d'un représentant de chaque poste pour obtenir un détail plus général des compétences requises

Ces deux points sont les piliers de toute la démarche, car ils constituent le socle des actions menées ensuite sur :

- La planification des ressources
- Le recrutement
- La formation
- La gestion des carrières
- La refonte et la cartographie organisationnelle

La systématisation des processus permet de dégager une démarche de qualité spécifique à chaque service, qui, par la création d'un guide de fonctionnement détaillé, permet d'offrir un meilleur service pour le client.

Résumé des résultats sur la saison 2011-2012 :

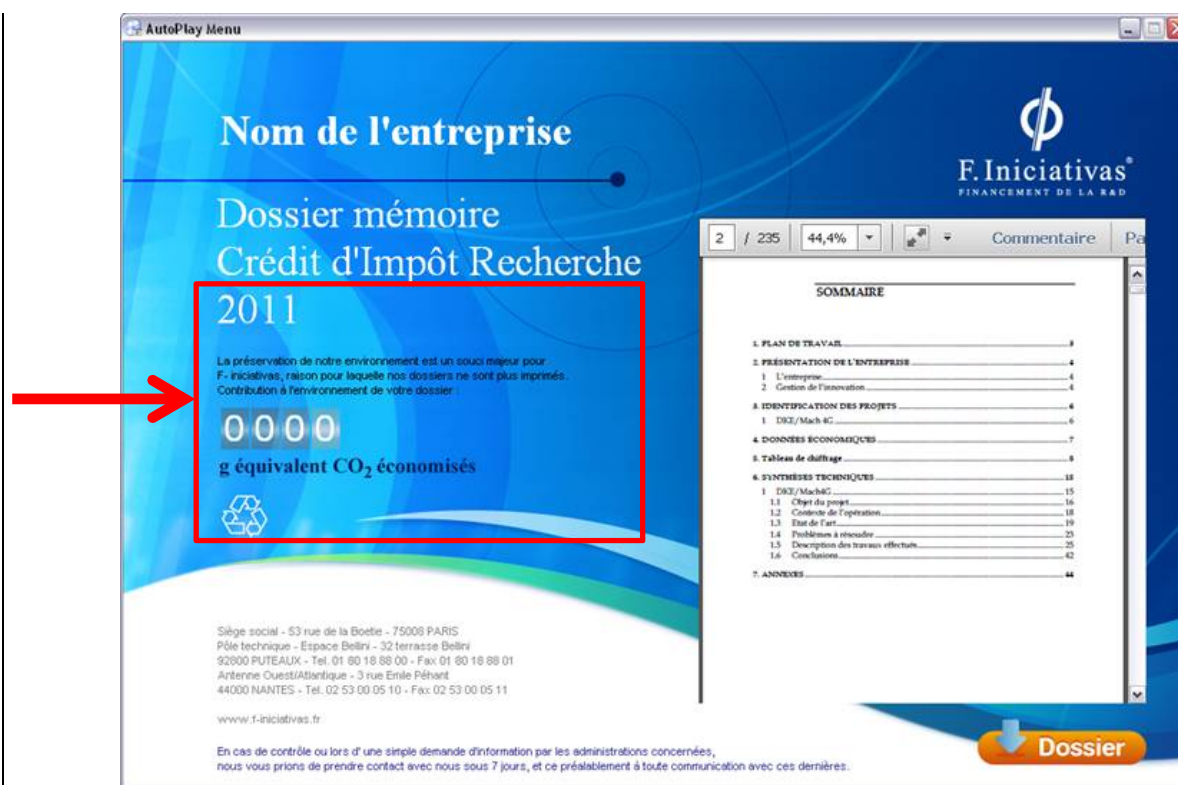
- Définition d'un cahier des charges précis pour chaque poste
- Amélioration de la visibilité des rôles, notamment des managers et consultants experts
- Evaluation plus rigoureuse des postes de travail, de la performance et du potentiel
- Quote-part de formation sur l'ensemble des salariés de la société : 41% (sur une période qui s'étend du 07/2011 au 06/2012)
- Formation externe : (chiffres 2011)
 - ⇒ Phoning : 10 personnes
 - ⇒ Tuteur en entreprise : 4 personnes
 - ⇒ Comptabilité : 28 personnes
 - ⇒ Anglais : 2 personnes
 - ⇒ Informatique et réseau : 2 personnes
 - ⇒ **TOTAL : 46 personnes**

Environnement

Nous avons réalisé une étude en 2010 afin de déterminer l'économie carbone effective grâce au passage au tout numérique. Notre activité implique en effet de constituer de lourds dossiers pour nos clients et cette démarche visait à favoriser une meilleure prise en compte de notre responsabilité environnementale.

Suite à cette étude, nous avons décidé de faire évoluer les supports des dossiers et de fournir à nos clients non plus des versions papier, mais uniquement des versions numériques. Afin de convaincre nos clients dans cette démarche, nous avons lancé fin 2011 une campagne de communication par mail sur le montant potentiel des émissions de CO² économisés par cette action. Cela a concerné 700 de nos clients, qui ont pour la plupart adhéré à la démarche. Aujourd'hui, l'ensemble des dossiers de nos clients est donc envoyé par défaut en version numérique, sur un support CD. Nous avons calculé pour la saison 2011-2012 l'efficacité du dispositif d'économies selon la méthode Bilan Carbone® de l'ADEME. Un dossier de 150 pages (taille moyenne de nos dossiers) ayant une empreinte carbone de **0.55 kg d'équivalent carbone**, pour l'ensemble de nos clients, cela représentait près de **548 kg d'équivalent carbone économisés**. Soit 2013 kg de CO₂ pour la saison.

Par ailleurs, nous avons développé un outil qui permet d'indiquer, lors de l'ouverture du fichier inscrit sur le CD, l'économie carbone réalisée grâce à la non-impression du dossier. Nous espérons ainsi favoriser auprès de nos clients des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Le chiffre indiqué est calculé pour chaque dossier client et permet donc une prise de conscience sur l'empreinte carbone respective de chacun.



Résumé des résultats sur la saison 2011-2012 :

- Campagne de sensibilisation auprès de 700 clients sur notre démarche environnementale
- Développement d'un outil de communication sur l'économie carbone réalisée par la dématérialisation sur nos supports CD livrés aux clients
- Economies de 548 kg d'équivalent carbone soit 2013 kg de CO² grâce à notre campagne de sensibilisation

Corruption

Après analyse et réflexion, nous avons conclu que notre domaine de compétences n'est pas concerné par des affaires de corruption. En effet, notre domaine d'activité étant basé sur les politiques d'innovation existant en France, l'ensemble de nos clients sont français. Le dispositif législatif français est complet et renforcé par ailleurs par la loi du 13 novembre 2007. Nous soumettons de plus tous nos dossiers de demande d'aide directement aux directions générales des finances publiques ainsi qu'au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et les critères nécessaires à l'obtention d'une aide fiscale sont très stricts et contrôlés.

Nous sommes cependant conscients de l'effet désastreux que peut provoquer une affaire de corruption, notamment dans notre milieu : nous traitons de demandes de financement qui reposent sur des fonds publics. C'est pourquoi nous veillons à maintenir une ligne de conduite irréprochable, qui passe notamment par la sensibilisation de nos équipes à ces problématiques. Notre travail se base toujours sur des critères d'éligibilité définis par les autorités compétentes et reconnues, et nous voulons participer pleinement au développement économique durable qui repose sur la totale transparence et légalité des transactions financières.